

AperTO - Archivio Istituzionale Open Access dell'Università di Torino

Entre complicité et souffrance. Penser la servitude volontaire dans le monde du travail

This is the author's manuscript

Original Citation:

Availability:

This version is available <http://hdl.handle.net/2318/2031538> since 2024-11-22T10:13:12Z

Terms of use:

Open Access

Anyone can freely access the full text of works made available as "Open Access". Works made available under a Creative Commons license can be used according to the terms and conditions of said license. Use of all other works requires consent of the right holder (author or publisher) if not exempted from copyright protection by the applicable law.

(Article begins on next page)

ENTRE COMPLICITÉ ET SOUFFRANCE. PENSER LA SERVITUDE VOLONTAIRE DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Camilla Emmenegger, Francesco Gallino et Daniele Gorgone

Martin Média | « Travailler »

2019/2 n° 42 | pages 103 à 118

ISSN 1620-5340

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-travailler-2019-2-page-103.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Martin Média.

© Martin Média. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Entre complicité et souffrance. Penser la servitude volontaire dans le monde du travail

Camilla EMMENEGGER,
Francesco GALLINO, Daniele GORGONE*

Résumé : *Christophe Dejours a été un des rares auteurs contemporains qui a traité en profondeur l'hypothèse laboétienne de la « servitude volontaire » : c'est à dire l'idée que les sujets puissent librement se soumettre à un système nuisible, en permettant son fonctionnement malgré ses contradictions évidentes. Une interprétation difficile à accepter de la souffrance au travail, mais qui pourtant – comme on le suggère – est peut-être la seule qui arrive à tenir ouverte la possibilité d'une émancipation praticable.*

Notre rencontre avec le travail de Christophe Dejours, et en particulier avec son livre *Souffrance en France*, s'est initiée à partir d'une perspective spécifique. En tant que philosophes et historiens de la pensée, nous étudions la catégorie de la servitude volontaire dans la pensée politique et philosophique moderne. Avec l'impression que cette catégorie, élaborée dans le *Discours de la servitude volontaire* par Étienne de La Boétie au XVI^e siècle pour nommer l'étonnante contribution volontaire des dominés à leur propre domination, était encore très actuelle. Nous cherchions donc des modalités pour penser cette catégorie dans la contemporanéité : c'est-à-dire pour l'utiliser comme instrument théorique afin d'analyser de façon critique les formes contemporaines de la domination.

Mais nous avons aussi un intérêt que l'on peut appeler « générationnel » : nous avons l'impression de vivre directement des expériences de travail dont les dynamiques nous semblaient très proches d'une soumission volontaire.

Dans la même période en effet, des années 2008 à 2012, un phénomène assez nouveau a commencé à s'imposer en Italie : celui des stages gratuits. Dans le cadre d'une crise économique et occupationnelle très dure, une quantité étonnante de jeunes Italiens – environ 500 000 chaque année – acceptait de travailler gratuitement pendant 40 heures par semaine, tout en sachant avoir peu de possibilités (9,4 %) de se voir proposer un contrat après leur stage¹ (Voltolina, 2012). Cette tendance a touché des emplois les plus différents : les avocats (le code déontologique qui interdit explicitement le travail gratuit), l'administration publique, les médecins, et aussi des professions qui n'avaient pas l'air de pouvoir offrir une formation très structurée (servantes, caissiers, éboueurs). Ces jeunes travaillaient chaque jour sans aucun revenu, ni certitude de recrutement ou de formation, en ruinant en même temps ce marché du travail sur lequel eux-mêmes espéraient être tôt ou tard engagés. Ils n'étaient pas des extra-terrestres. Ils étaient comme nous, nos copains, nos copines, nos amis. Nous acceptons une condition absurde et toxique, qui n'avait pas existé jusqu'à trois années auparavant, et que nous aurions pu apparemment aisément refuser.

Le travail semblait en effet l'une des situations où la contribution paradoxale des dominés à leur propre exploitation paraissait de plus en plus évidente. Et, en effet, à partir de la fin des années 1990, beaucoup d'auteurs ont évoqué à partir de perspectives très différentes la servitude volontaire, en essayant de saisir l'étrange relation entre contrainte et mobilisation subjective contre soi-même qui avait l'air de caractériser le nouveau régime d'organisation du travail.

Mais, tout en étant très intéressants, ces travaux partageaient à nos yeux un même problème. Ils faisaient de la servitude volontaire un outil « à usage unique », en perdant tous de vue les deux aspects qui nous semblaient cruciaux de la notion laboétienne : la dénonciation d'une domination pénible (côté de la « servitude ») ; et la constatation que les dominés pourraient apparemment ne pas se soumettre à cette domination s'ils ne le voulaient pas (côté de la « volontarété »). Une idée paradoxale sinon décidément contradictoire, mais qui pourtant – ce qui était fondamental pour nous – tenait ouverte la possibilité d'une émancipation *praticable*.

1. Les stages gratuits ont été partiellement interdits avec la loi 92/2012 « Riforma del lavoro Fornero » (qui fixe néanmoins pour les internes des salaires très bas – entre 300 et 600 € par mois selon la région – et qui permet les stages gratuits s'ils sont inscrits dans un « parcours d'étude »).

C'est dans ce cadre que nous avons pris connaissance du livre de Christophe Dejours. Dejours a été, à notre avis, le seul qui a authentiquement pris en charge la signification profonde de l'hypothèse laboetienne : c'est-à-dire l'idée que les sujets puissent librement se soumettre à un système nuisible, en permettant son fonctionnement malgré ses contradictions évidentes.

La « servitude volontaire »

Avant de présenter la réflexion de ces auteurs et en particulier celle de Dejours, il faut se concentrer sur la définition et la signification de la catégorie de servitude volontaire.

La catégorie de la servitude volontaire naît de l'étonnement d'un jeune Étienne de La Boétie à l'égard de la condition du peuple français, soumis à une tyrannie extrêmement dure et impitoyable. En regardant ce spectacle, La Boétie se pose la question la plus simple : comment est-il possible qu'un seul homme puisse en soumettre des millions ? La réponse ouvre une perspective tant problématique que honteuse : le tyran n'obtient pas ce pouvoir grâce à sa propre force, mais bien plutôt à travers la contribution active des asservis (affamés, dépouillés, violés, envoyés en guerre à mourir). Ce qui, en première analyse, apparaît comme un rapport de contrainte se renverse dans son contraire : ce sont les asservis qui construisent et maintiennent la domination par laquelle ils sont lourdement touchés (bien qu'en l'acceptant). Il suffirait de mettre fin aux actes qui reproduisent ce pouvoir pour voir le tyran « comme un grand colosse à qui on a desrobé la base, de son pois mesme fondre en bas et se rompre » (La Boétie, [1576], 2002, p. 140). La facilité avec laquelle les serfs pourraient se libérer (« si pour avoir la liberté il ne faut que la désirer » *ibid.*, p. 135) conduit La Boétie à un constat paradoxal : si les individus ne sont pas libres, cela signifie qu'ils ne veulent pas l'être. Ce sont eux qui causent leur souffrance volontairement et activement.

Fréquemment utilisée comme arme rhétorique et outil de mise en accusation, la catégorie de servitude volontaire est le plus souvent affaiblie ou, en partie, mal comprise. Tout d'abord, il faut préciser les caractères fondamentaux de cette idée pour en proposer une définition « pure ». Le concept en effet doit conserver son paradoxe structurel et, en même temps, se soustraire du contexte dans lequel il a pris forme, pour devenir un instrument fructueux d'analyse du monde social contemporain.

De ce point de vue, en les réassumant schématiquement, les caractères qui définissent la servitude volontaire sont :

– subordination : la servitude implique la condition de soumission à un pouvoir ;

– contribution volontaire : la servitude est la conséquence d'un choix des asservis ; elle ne peut donc se réduire à une tromperie de la part du pouvoir ou à une erreur dans le calcul des soumis ;

– souffrance : pour La Boétie, la liberté et le bonheur sont inséparables (il ne peut y avoir un serf heureux, parce que le pouvoir, en tant qu'arbitraire, est toujours potentiellement nuisible). La raison de l'asservissement donc ne peut pas se fonder sur de prétendus avantages d'une telle condition ; d'autre part, pour sortir de la servitude, il faut cesser de s'infliger de la douleur ;

– facilité d'abstention : si ce sont les serfs eux-mêmes qui se réduisent et restent en esclavage, il suffit, pour se libérer, de cesser l'accomplissement des gestes qui produisent et perpétuent la soumission.

Le débat français sur le *new management* et le flux tendu

Une tentative d'actualisation de la catégorie de servitude volontaire caractérise le débat français sur l'organisation du travail depuis une vingtaine d'années². Les auteurs qui animent la discussion – qui croise différents domaines comme la sociologie du travail (Jean-Pierre Durant), la philosophie (Michela Marzano, Eric Hamraoui), l'économie (Frédéric Lordon) et la psychopathologie du travail (Christophe Dejours) ou la psychanalyse (Roland Gori) – placent au centre de leurs réflexions le nouveau système productif capitaliste. Contrairement au précédent système fordiste-tayloriste, le nouveau système productif capitaliste aurait pour objectif et moteur fondamental de son fonctionnement le consensus et l'adhésion active des salariés : c'est précisément sur ce point que beaucoup d'auteurs reprennent le concept de servitude volontaire.

À l'origine de ce débat, nous pouvons identifier un ouvrage publié à la fin des années quatre-vingt-dix : *Le Nouvel Esprit du capitalisme* de Luc Boltanski et Ève Chiapello. Bien que ce texte ne contienne pas de référence explicite à la catégorie de la servitude volontaire, il traite toutefois des questions qui s'inscrivent dans le sillage de la réflexion laboétienne.

2. Pour le paragraphe suivant, nous nous appuyons sur les analyses effectuées dans l'article C. Emmenegger, F. Gallino, D. Gorgone (2014, p. 123-137).

La question posée par les auteurs peut en fait se résumer comme suit : comment est-il possible que le système capitaliste, malgré son caractère « absurde » (Boltanski, Chiapello, 1999, p. 40) et qui entraîne de terribles souffrances individuelles et sociales, peut-il encore se maintenir et se reproduire, au lieu de s'effondrer et de se détruire ? Boltanski et Chiapello indiquent comme explication la capacité paradoxale du système d'obtenir l'adhésion décisive d'une partie de la population active – les cadres – qui n'est pas incluse dans la catégorie des bénéficiaires directs du même système.

Le texte souligne donc une thématique inquiétante : l'adhésion et l'engagement de la part des travailleurs – ou d'un secteur crucial – au profit d'une entreprise qui les abîme d'une manière importante. L'action des travailleurs n'est pas donc provoquée par du mensonge, du chantage ou de la contrainte, elle n'est pas le résultat d'un choix en vue d'avantages non plus, compte tenu de ses effets de souffrance : « En effet, les contraintes systémiques qui pèsent sur les acteurs ne suffisent pas, à elles seules, à susciter leur engagement » (*op. cit.*, p. 44). L'étonnement pour la conduite paradoxale des travailleurs peut en effet rappeler celui de La Boétie envers son peuple, qui non seulement « consent à son mal [mais] plustost le pourchasse » (La Boétie, [1576], 2002, p. 135). La voie vers une remise en question de la contribution subjective à la domination dans le capitalisme contemporain est donc ouverte.

Le sociologue du travail Jean-Pierre Durand poursuit cette recherche dans le livre *La Chaîne invisible* dans lequel il décrit le nouveau système d'organisation du travail. Les entreprises du monde occidental, pour réagir à la crise de surproduction des années soixante-dix, « ont été conduites à inventer un autre modèle productif » (Durand, 2004, p. 13), avec l'introduction et le développement des principes japonais du toyotisme. Pour réduire le gaspillage et augmenter la productivité, la production juste-à-temps est généralisée (produire la quantité et qualité demandées à un moment donné par les clients), dans le but d'éviter les stocks, soit l'accumulation d'invendus. Juste-à-temps et suppression des stocks sont à la base du système « à flux tendu » qui vise à la création d'un cycle continu et incessant de production et vente de marchandise.

À part l'amélioration de la productivité, ce principe « a d'autres vertus bien plus importantes et plus stratégiques [...] exercées, cette fois, non plus sur la matière mais sur les hommes » (pour cette citation et les suivantes : Durand, 2004, p. 60-61) chargés de maintenir tendu le

flux productif, toujours menacé d'être interrompu. Cette fragilité, loin d'être une anomalie, est par contre la force à partir de laquelle ce paradigme de production est fondé : parce qu'il impose « une mobilisation de tous les instants des salariés soumis à sa logique ». À ce propos, Durand parle d'« implication contrainte [...] pour caractériser le mode de mobilisation intrinsèque au flux tendu ». Un oxymore qui explique bien la paradoxale condition des salariés :

« à partir du moment où un salarié a accepté le principe du flux tendu, celui-ci mobilise, malgré lui, toutes ses facultés physiques et intellectuelles ».

Mais « pourquoi ça tient [...] Pourquoi dans l'implication contrainte, la contrainte est-elle aussi facilement supportée et l'implication aussi souvent présente ? » (Durand, 2004, p. 277). Pour répondre à cette question, Durand reprend la catégorie laboétienne : « l'*implication contrainte* fonctionne ainsi comme la servitude volontaire du peuple face au tyran chez La Boétie » (*ibid.*, p. 373). En d'autres termes, on ne peut nier la présence, même dans un contexte de coercition en dernier recours, d'une collaboration volontaire des travailleurs dans le système qui les exploite et les endommage.

Les dispositifs visant à obtenir l'adhésion et la mobilisation des travailleurs sont définis par Michela Marzano comme une « pratique du social capable de forger [...] une conception et une idéologie de la société » (Marzano, 2008) : le *new management*. Après avoir abandonné la forme hiérarchique – et le dualisme conflictuel entre propriétaire et producteur – qui caractérisent le système de production fordiste –, la « sophistique managériale » (*ibid.*) favorise l'horizontalité, le travail d'équipe et l'autonomie de l'individu ; et, à travers la culture d'entreprise, fait de cette dernière « un lieu de construction de sens », effaçant les frontières entre vie professionnelle et vie privée. D'un côté, le travailleur devient le seul responsable de ses résultats ; de l'autre, en revanche, il est strictement lié à la réalisation des objectifs³ (Gori, Del Volgo, 2009, p. 18), dont l'échec aurait comme conséquence un « vide existentiel » (*ibid.*). Comme le souligne Nicolas Chaignot, il s'agit d'une « forme d'injonction paradoxale à l'autonomie » qui peut être résumée dans l'impératif : « soyez libre, c'est un ordre » (Chaignot, 2012, p. 195). Ce que l'on obtient, c'est l'intériorisation des instances de

3. La thématique de l'évaluation des performances dans le monde du travail – et aussi sa déclinaison au niveau académique –, c'est un autre champ de recherche dans lequel a été reprise la catégorie de servitude volontaire.

contrôle en transformant tous les travailleurs en « entrepreneur de soi-même » : voici la figure anthropologique de masse dans laquelle paraît s'incarner le nouvel esprit du capitalisme.

De son côté, Eric Hamraoui met en lumière que « la structure de pouvoir inhérente au système de la production ne change pas pour l'essentiel, mais glisse et vient s'inscrire dans le travailleur » (Hamraoui, 2010, p. 111) qui devient donc à la fois « maître et exécutant de la production » (*ibid.*) ; même s'il ne faut pas oublier que la plus-value créée à travers l'auto-exploitation est à l'entreprise. Le *new management*, résume Marzano, aurait donc adopté des changements qui ont « modifié les apparences de cette cage d'acier : elles l'ont repeinte en une "cage dorée" » (2008). La rhétorique managériale a été capable de « produire l'adhésion volontaire des travailleurs à leur propre servitude » : un cas de « servitude volontaire par manipulation » (*ibid.*).

Telles étaient donc les positions les plus importantes du débat français sur la nouvelle organisation du travail qui aborde la question de la servitude volontaire. Mais, si l'on compare l'utilisation de la catégorie dans ces ouvrages avec la définition de la catégorie proposée quelques pages avant, une caractéristique spécifique apparaît, qui n'est pas très compatible avec notre modèle. Pour la plupart de ces auteurs, en effet, la contribution active des travailleurs est toujours le résultat d'une contrainte systémique ou d'un arsenal idéologique capable de « produire l'adhésion volontaire ». Le malentendu est particulièrement évident dans les pages de Michela Marzano : parler de « servitude volontaire par manipulation » signifie en effet évoquer La Boétie. Mais pour décrire un phénomène qui fait partie du domaine des *arcana domini* (arcanes de la domination) : la servitude, prétendue volontaire, est à vrai dire obtenue grâce à une amélioration qualitative des dispositifs systémiques. Il n'y a pas, dans cette description, d'élément de contribution volontaire de la soumission qui est toujours liée au phénomène de servitude volontaire. Utilisée de cette façon, la catégorie perd son sens. Par ailleurs, elle ne peut être utilisée dans une perspective émancipatrice : si les travailleurs sont forcés ou obligés à l'adhésion, ils ne peuvent pas se libérer avec la seule volonté de le faire.

Plus qu'une nouvelle forme de servitude volontaire, ces auteurs identifient donc un outil fonctionnel par lequel le capitalisme atteint une plus grande efficacité et stabilité : les serfs forgent avec enthousiasme leurs propres chaînes, mais c'est le système qui, en dernière analyse, les pousse à le faire.

Penser la servitude volontaire « jusqu'au bout »

C'est donc en tant que « laboetiens » que nous avons rencontré la pensée de Christophe Dejours.

Dans les pages de son livre *Souffrance en France*, nous pensons avoir trouvé la forme la plus cohérente et à la fois la plus efficace de penser la servitude volontaire dans la contemporanéité. Contrairement à d'autres auteurs, qui ont utilisé la formule servitude volontaire pour analyser le rapport de domination dans l'organisation néolibérale du travail, Dejours a été capable de penser cette catégorie paradoxale « jusqu'au bout », c'est-à-dire de manière cohérente, avec toutes les implications que cela comporte. Pour mieux expliquer cette idée, nous allons à présent focaliser l'attention sur deux aspects spécifiques.

En premier lieu, en regardant l'organisation néolibérale du travail, Dejours a été capable de garder, dans son analyse, la tension entre les deux pôles sémantiques constitutifs de la servitude volontaire – c'est-à-dire la complicité des dominés à leur propre domination d'un côté, et leur souffrance de l'autre – sans dévaloriser l'une en faveur de l'autre, comme la plupart des analyses ont tendance à le faire.

D'un côté, en effet, certains auteurs minimisent involontairement la souffrance, quand ils soutiennent que la condition de soumission offre néanmoins des plaisirs ou des avantages aux dominés. C'est le cas, par exemple, de Gabriele Magrin, qui dans son livre *Il patto iniquo. Libertà private, pubblica servitù* appelle « serfs volontaires » ceux qui troquent leur liberté en échange de la jouissance personnelle : un choix peut-être condamnable, mais certainement pas absurde ou paradoxal (Magrin, 2013).

De l'autre, en revanche, des auteurs minimisent la complicité volontaire des dominés à leur propre souffrance, quand elle est liée aux contraintes systémiques et aux mensonges de l'idéologie, en montrant les travailleurs comme de simples victimes du système. Nous avons vu précédemment l'argumentation de Michela Marzano, qui explique la servitude « volontaire » à travers la manipulation du système, en réduisant *de facto* la contribution volontaire à l'effet (involontaire) des contraintes systémiques.

Au contraire, Christophe Dejours s'efforce de garder cette tension entre souffrance et contribution volontaire. En effet, dans son analyse, il souligne la coexistence d'un concours actif des dominés dans le mécanisme de domination et d'une incroyable souffrance mentale et physique

qu'ils subissent et qui, parfois, peut les conduire jusqu'à la mort : il propose l'idée, certes dérangeante, que « les gens qui souffrent aujourd'hui des nouvelles formes d'organisation du travail puissent en même temps être pour une part les artisans du succès de ce système qui les broie » (Dejours, 2009, p. IV).

À cet égard, Dejours affirme que cette situation paradoxale à la fois douloureuse et volontaire constitue l'une des questions fondamentales de l'organisation du travail du monde actuel : « le système néolibéral, même s'il fait souffrir ceux et celles qui travaillent, ne peut maintenir son efficacité et sa stabilité que grâce au consentement de ceux-là et de celles-là qui le servent » (*ibid.*). Si cela a été l'une des questions principales du livre *Souffrance en France*, il va néanmoins répéter la même thèse quelques années plus tard, dans l'introduction de son livre *Le Choix* :

« [...] le système, qui aujourd'hui génère une souffrance jusque-là inédite dans le monde du travail, ne fonctionne que grâce à notre zèle et à l'intelligence que nous mettons tous à le faire perdurer. Nous sommes donc tous parties prenantes [...] dans la pérennité du système qui nous broie. Se trouve ainsi soulevée la question redoutable de la servitude volontaire » (Dejours, 2015, p. 10).

Le deuxième point concerne la fonction que la catégorie de servitude volontaire joue dans le travail de Dejours. Il nous semble qu'elle n'est pas assumée comme l'explication des mécanismes de domination, mais plutôt comme un outil pour son interrogation. Il nous apparaît important de souligner ici que la catégorie de servitude volontaire est un concept polysémique, sémantiquement et politiquement « dangereux » : dans l'histoire de la pensée, nous avons appris que la manière dont l'idée d'une soumission volontaire a été utilisée était toujours révélatrice d'une intention politique.

En effet, quand la contribution volontaire des dominés est vue comme la réponse au mystère de la domination, comme une explication définitive et résolutoire, normalement il s'agit d'une justification de la domination. La domination existe et elle est légitime – nous dit-on – parce que ce sont les dominés qui la veulent : la constatation que les dominés veulent servir devient le fondement de légitimation du pouvoir.

L'exemple le plus célèbre de cette argumentation est représenté par la théorie du contrat social de Thomas Hobbes, où le pouvoir absolu du souverain est le résultat d'un choix volontaire – sous la forme d'un

pacte – des individus, qui décident de se soumettre au souverain : « On parvient à ce pouvoir souverain [...] quand des hommes, entre eux, se mettent d'accord pour se soumettre à quelque homme, ou quelque assemblée d'hommes, volontairement » (Hobbes, [1651], 2004, p. 10-11). La soumission volontaire des individus constitue ici la raison de l'existence d'un pouvoir absolu et, en même temps, la source de sa légitimité.

Pour Hobbes, ce qui constitue l'explication de l'existence du pouvoir et sa légitimation – la dimension volontaire de la soumission – représente pour La Boétie un « monstre », un paradoxe : quelque chose qui, au contraire, exige d'être expliqué.

En outre, quand on voit dans la soumission volontaire des dominés l'explication – dernière et résolutoire – au fait de la domination, n'importe quelle perspective émancipatrice va être éliminée. En effet, la constatation selon laquelle « la domination existe parce que ce sont les dominés qui la veulent » produit un effet de fatalité en détruisant à l'instant tous les discours et les pratiques qui visent à l'émancipation, la considérant comme superflue. Chaque tentative d'émancipation ou de libération des dominés serait destinée à l'échec, car les dominés ne sont pas intéressés à s'émanciper et veulent plutôt servir.

Mais cette idée est exactement le contraire de l'intention de Dejours, dont le livre *Le Choix*, par exemple, est notamment sous-titré « Souffrir au travail n'est pas une fatalité ». En effet, une lecture critique et émancipatrice ne considère pas la servitude volontaire comme le dernier mot concernant l'interrogation sur la domination, mais plutôt comme son début. La servitude volontaire ne constitue pas une réponse, mais plutôt une des questions parmi les plus perturbantes qui n'ont jamais été soulevées sur la domination : comment est-il possible que les dominés continuent à soutenir le système qui les fait souffrir ? Dans ce sens, la catégorie de servitude volontaire fonctionne comme un outil qui sert à ouvrir/développer une perspective troublante sur la domination et qui s'interroge sur sa paradoxalité. En tant qu'outil critique elle permet, comme Dejours l'a montré, de focaliser l'attention sur les « ressorts subjectifs de la soumission » (Dejours, 2009, p. 15)⁴, et donc d'ouvrir un champ de recherche sur la dimension subjective de la domination, en particulier dans ce cas, dans le travail. Et il s'agit exactement de ce que Dejours nous propose de faire avec la psychodynamique du travail, en la considérant comme une méthode de recherche qui, à partir du constat du paradoxe de la servitude volontaire dans le monde du travail, vise à questionner, avec

4. Voir aussi Ciaramelli, Olivieri, 2013 ; Ceretta, 2019, p. 53-70.

des études cliniques, les différents mécanismes subjectifs – les « ressorts psychiques » (Dejours, 2013, p. 19) – qui jouent un rôle dans une situation de soumission volontaire (Dejours, 1980)⁵.

À cet égard, et au-delà du côté philologique concernant l'orthodoxie de l'interprétation de la catégorie de servitude volontaire, Dejours a fait de la servitude volontaire – et c'est ce point spécifique qui nous intéresse le plus – un levier pour élaborer une critique de la domination. À partir de la perspective de recherche ouverte par la servitude volontaire, utilisée comme outil critique, il a en effet édifié une théorie critique de la domination dans le monde du travail. Son intuition consiste à considérer, comme objectif principal des innovations néolibérales du travail, le progrès en matière de domination, plutôt qu'une amélioration de la production, une augmentation du profit :

« Toute méthode d'organisation du travail [...] est structurée par deux objectifs : la division et la répartition des tâches entre les travailleurs, en fonction de considérations d'ordres technique et matériel relatives au procès de production d'une part, la division des salariés (contrôle, surveillance, hiérarchie, commandement) en fonction de stratégies politiques relatives à la domination d'autre part. Depuis les débats des années 1970-1980, on sait que [...] les progrès en matière de méthode de domination précèdent le développement des nouvelles techniques de production. Chaque méthode d'organisation du travail innove en matière de domination » (Dejours, 2015, p. 17).

De ce point de vue, le travail constitue un laboratoire de mise en pratique des stratégies de domination qui ont des effets aussi en dehors des lieux du travail et donc dans la société tout entière : en effet, comme Dejours le souligne, les « nouvelles formes de la domination dans la cité ont d'abord été expérimentées dans le monde du travail » (Dejours, 2013, p. 11). Voici donc la clef pour comprendre pleinement son affirmation à propos de la « centralité politique du travail » (Dejours, 2009, p. VI).

Si nous nous sommes rapprochés de la pensée de Dejours, c'est donc en premier lieu parce que sa pensée était autant politique qu'économique (et bien sûr psychologique). En effet, cela nous a permis d'échapper à l'interdiction formulée par Miguel Abensour, notre point de repère sur l'interprétation du Discours, d'utiliser l'hypothèse de la servitude volontaire en dehors du domaine de la politique *stricto sensu* (Abensour, 2006).

5. Voir le premier ouvrage issu des recherches en psychopathologie et psychodynamique du travail.

Dans l'ouvrage de Dejours, le travail constitue en effet le lieu où, dans la contemporanéité, se joue la partie de la domination : le premier lieu de sa mise en pratique, mais aussi celui de son renforcement. Mais c'est alors pour cette raison que le travail est en même temps le lieu où se joue la partie de l'émancipation : parce que – comme une cohérente interprétation de la catégorie de la servitude volontaire le suggère et comme les recherches de Dejours sur la grève du zèle l'ont montré – reconnaître la contribution subjective des dominés signifie aussi identifier une partie des énergies et des ressources potentiellement convertibles/transposables dans une direction émancipatrice, ce que Dejours appelle « les ressorts psychologiques de l'émancipation » (Dejours, 2013, p. 21). Cela est exactement, encore avec les mots de Dejours, la « contrepartie essentielle » au constat de la servitude volontaire : « si le système fonctionne grâce à notre zèle, dont il ne peut absolument pas se passer, c'est qu'il n'est pas un système inexorable. Son fonctionnement dépend de notre consentement à le servir. Si nous ne consentons pas, il s'effondre » (Dejours, 2015, p. 10).

L'exemple le plus limpide de ce renversement possible est représenté par la « grève du zèle », où l'on arrête la marche du travail sans exposer les travailleurs à des représailles juridiques, et qui dans plusieurs langages est appelé « grève à l'italienne ». Son application la plus célèbre a eu lieu en effet en 1989, quand les douaniers italiens ont réussi à provoquer la paralysie temporaire du commerce européen en appliquant rigoureusement les règlements et en se refusant à faire des heures supplémentaires⁶. Quelque chose de semblable est arrivé à Pamplona (Espagne) dans l'hiver 2012-2013, quand l'association locale des forgerons a délibérément décidé de ne pas prendre parti aux expulsions des locataires en défaut⁷. Ce geste tout à fait licite (comme on ne peut pas obliger des travailleurs indépendants à accepter un travail) a eu le résultat d'arrêter l'épidémie de saisies immobilières qui avait suivi la crise économique et qui avait mis en grave difficulté beaucoup d'habitants de cette ville. En 1989 comme en 2012-2013, une simple abstention avait transformé des lieux de travail, de contextes de domination, en lieux d'émancipation collective.

Le principe de la grève du zèle est, selon Dejours, reproductible (au moins partiellement) sur le travail en général. En effet, Dejours montre que l'organisation du travail n'est presque jamais basée sur la simple exécution d'ordres et de prescriptions : si les travailleurs se limitaient à respecter

6. Cf. <https://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/1989/02/22/parte-la-disfida-dei-doganieri.html>.

7. Cf. https://www.bbc.com/mundo/noticias/2013/02/130221_bomberos_cerajeros_desahucios_ap.

scrupuleusement les directives reçues, la production s'effondrerait instantanément. Ce qui maintient le système en vie – une source de douleur extrême pour toutes les figures concernées –, c'est plutôt la « mobilisation des intelligences » (Dejours, 2009, p. 73) des travailleurs eux-mêmes. Pour saboter l'organisation qui les endommage, il suffirait de se limiter à obéir aux ordres reçus ; c'est-à-dire, en termes laboétiens, de s'abstenir de mener des actions auxquelles on n'est pas forcé et qui sont nuisibles aux sujets qui les entreprennent.

Conclusion

Il y a une dernière notion laboétienne que nous tenons à mentionner. Il s'agit d'un des concepts les plus fascinants que l'on trouve dans l'ouvrage de La Boétie ainsi que dans celle de son ami Michel de Montaigne et qui a, à notre avis, une grande affinité avec le travail de Dejours : celui de l'amitié. La Boétie comme Montaigne conçoivent l'amitié comme un lien en même temps intime et politique. Selon La Boétie, l'amitié « c'est un nom sacré, c'est une chose sainte ; elle ne se met jamais qu'entre gens de bien, et ne se prend que par une mutuelle estime » (La Boétie, [1576], 2002, p. 180). Montaigne, de son côté, dans le célèbre chapitre XXVIII des *Essais*, intitulé « De l'amitié » et dédié à La Boétie, met en relation amitié et « liberté volontaire », indiquant avec cette expression une sorte d'antidote à la servitude volontaire.

Pour eux, l'amitié est donc une forme de relation humaine qui peut construire des microsociétés dont les membres sont à la fois unis dans une seule âme, et respectés dans leur irréductible spécificité. Comme l'a bien montré Miguel Abensour :

« N'est-ce pas très exactement ce paradoxe de la pluralité humaine que La Boétie cherche à pointer, lorsqu'il a recours à une bizarrerie ou à une invention orthographique – le *tous uns* – afin de mieux nous faire comprendre la particularité de ce lien tel que l'ipsité persiste jusque dans la constitution du “tous”. Nous avons ici affaire à une forme spécifique de totalité – le *tous* – mais structurée, organisée de telle sorte qu'elle préserve nos singularités et que nous continuions d'exister au pluriel. Des uns » (Abensour, 2006, p. 82).

Elle est donc très différente de la fusion de tous les citoyens dans une seule identité qui est typique du totalitarisme ; ou encore de l'atomisme individualiste et compétitif de notre société néolibérale. L'amitié laboétienne est donc une forme collective et collaborative de résistance

politique, une manière de s'opposer à la domination en s'appuyant l'une sur l'autre, et entretient des similarités avec la coopération entre collègues, indiquée par Dejours comme la seule forme de résistance capable de s'opposer à l'implémentation du *new management* en gardant en même temps la santé, la croissance personnelle et le bonheur de nous tous en tant que travailleurs. Plusieurs interprètes ont suggéré que l'une des finalités implicites (et un peu magiques) du *Discours de la servitude volontaire* est exactement celle d'engendrer parmi de petits groupes de lecteurs le lien d'amitié, dans l'interprétation politique que l'on a essayé de lui conférer. En lisant *Souffrance en France*, et en rencontrant son auteur, nous avons eu l'impression d'avoir trouvé un ami.

Camilla Emmenegger

Doctorante en Changement social et politique
Universités de Turin et de Florence

Francesco Gallino

Chercheur boursier à la Fondation Filippo Burzio,
au département Culture, Politique et Société à l'université de Turin

Daniele Gorgone

Professeur de philosophie et d'histoire
Université de Turin

Collettivo La Boétie: collettivolaboetie@gmail.com

Bibliographie

- ABENSOUR M., 2006, « Du bon usage de l'hypothèse de la servitude volontaire ? », *Réfractations*, N° 17 : 65-84.
- BOLTANSKI L., CHIAPELLO È., 1999, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Galimard.
- DURAND J.-P., 2004, *La Chaîne invisible. Travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire*, Paris, Le Seuil.
- CERETTA M., 2019, « Ahimè, ci siamo dimenticati del dodo », *Asservimento e servitù volontaria in Aldous Huxley*, dans M. Ceretta et A. Maurini (sous la direction de), *Sul Mondo Nuovo di Aldous Huxley*, Roma, Edizioni di storia e Letteratura.
- CHAIGNOT N., 2012, *La Servitude volontaire aujourd'hui. Esclavage et modernité*, Paris, PUF.
- CIARAMELLI F., OLIVIERI U. M., 2013, *Il Fascino dell'obbedienza. Servitù volontaria e società depressa*, Milano, Mimesis.
- DEJOURS C., 1980, *Travail : usure mentale*, Montrouge, Bayard.
- DEJOURS C., 2009, *Souffrance en France*, Paris, Le Seuil.
- DEJOURS C., 2013, *Travail vivant : 1 Sexualité et travail*, Paris, Payot & Rivages.

- DEJOURS C., 2015, *Le Choix. Souffrir au travail n'est pas une fatalité*, Montrouge, Bayard.
- EMMENEGGER C., GALLINO F., GORGONE D., 2014, *Investire se stessi. Capitalismo e servitù volontaria*, dans E. Donaggio (sous la direction de), *C'è ben altro. Criticare il capitalismo oggi*, Milano-Udine, Mimesis.
- GORI R., DEL VOLGO M. J., 2009, « L'Idéologie de l'évaluation : un nouveau dispositif de servitude volontaire ? », in *Nouvelle Revue de psychosociologie*, a. II, N° 8.
- HAMRAOUI E., 2010, « Servitude volontaire ou désobjectivation ? », in Y. Clot, D. Lhuilier (sous la direction de), *Travail et santé*, Toulouse, Érès.
- HOBBS T., 2004, *Leviathan, Deuxième partie : De la République*, Édition électronique finalisée le 3 janvier 2004 à Chicoutimi, Québec, http://classiques.uqac.ca/classiques/hobbes_thomas/leviathan/leviathan_partie_2/leviathan_2e_partie.pdf
- LA BOÉTIE É. de, 1576, *Le Discours de la servitude volontaire*, Paris, Payot, 2002.
- MAGRIN, 2013, *Il patto iniquo. Libertà private, pubblica servitù*, Parma, Diabasis.
- MARZANO M., 2008, *Extension du domaine de la manipulation. De l'entreprise à la vie privée*, Grasset & Fasquelle, édition numérique.
- MONTAIGNE M. de, « De l'amitié », *Essais*, Livre I, Chapitre XXVIII.
- VOLTOLINA E., 2012, *La repubblica degli stagisti*, Laterza, Roma-Bari 2010, et Ead., *Se potessi avere mille euro al mese*, Roma-Bari, Laterza.

Mots clés : *Servitude volontaire. La Boétie. Émancipation. Grève du zèle.*

Between complicity and suffering. Thinking about voluntary servitude in the world of work

Abstract : *Christophe Dejours has been among the few contemporary authors who have dealt in depth with the Laboetian hypothesis of "voluntary servitude": that is, the idea according to which individuals can submit voluntarily to a damaging system, allowing it to operate despite its obvious contradictions. An interpretation of suffering at work that is difficult to accept and yet could perhaps be - as we suggest here - the only one that keeps the prospect of feasible emancipation open.*

Keywords : *Voluntary servitude. La Boétie. Emancipation. Work-to-rule.*

Entre complicidad y sufrimiento. Pensar la servidumbre voluntaria en el mundo del trabajo

Resumen : *Christophe Dejours fue uno de los raros autores contemporáneos que trató en profundidad la hipótesis laboetiana de la « servidumbre voluntaria »: o sea la idea de que los sujetos pueden*

libremente someterse a un sistema nocivo, permitiéndole funcionar a pesar de sus contradicciones evidentes. Una interpretación difícil de aceptar del sufrimiento en el trabajo, pero que, sin embargo - como se sugiere - es tal vez la única que consigue mantener abierta la posibilidad de una emancipación practicable.

Palabras clave : *Servidumbre voluntaria. La Boétie. Emancipación. Trabajo a reglamento.*